

PLAN GÉNÉRAL DE COORDINATION

MODERNISATION STADE SAINT HENRI

Catégorie opération 2

18 Place Raphel
13016 MARSEILLE

Maître d'ouvrage	Maître d'œuvre	Coordonnateur SPS
- COMMUNE DE MARSEILLE	- I-LOT ARCHITECTURES	CHAFIAA HADJ-LARBI



TABLEAU DES REVISIONS

Indice	Date	Description
1	13/08/2020	Plan Général de coordination

SOMMAIRE

TABEAU DES REVISIONS	2
0 RAPPEL RÈGLEMENTAIRE SUR LE PGC.....	5
0.1 ETABLISSEMENT DU PGC	5
0.2 CE QUE DÉFINIT LE PGC.....	5
0.3 LES DESTINATAIRES DU PGC	5
0.4 EVOLUTION DU PGC.....	5
0.5 CONSERVATION DU PGC.....	5
0.6 LES PRINCIPES GÉNÉRAUX DE PRÉVENTION	5
1 RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS GÉNÉRAUX.....	7
1.1 DÉSIGNATION DE L'OPÉRATION.....	7
1.2 DESCRIPTION SOMMAIRE	7
1.3 LISTE DES INTERVENANTS / NOMENCLATURE DES LOTS	7
1.4 CALENDRIER DES TRAVAUX – PRÉVISION D'EFFECTIF – CATÉGORIE DE L'OPÉRATION.....	8
1.5 PERSONNEL INTÉRIMAIRE.....	8
1.6 PRÊT PERSONNEL ET SOUS TRAITANCE.....	9
1.7 TRAVAILLEURS DÉTACHÉS.....	9
1.8 DIVERS.....	9
2 CONDITIONS TECHNIQUES ET MESURES D'ORGANISATION GÉNÉRALES DU CHANTIER ARRÊTÉES PAR LE MAÎTRE D'ŒUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR	10
2.1 PLANNING	10
2.2 NATURE DE SOL.....	10
2.3 RÉSEAUX ENTERRÉS OU AÉRIENS.....	10
2.4 AMIANTE.....	11
2.5 PLOMB	11
2.6 INSTALLATION DE CHANTIER EN LIAISON AVEC LA VOIE PUBLIQUE.....	11
2.7 CONDITIONS D'ACCÈS AU CHANTIER À PARTIR DE LA VOIE PUBLIQUE	14
2.8 DIVERS.....	14
3 MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR	15
3.1 ORGANISATION DES DÉPLACEMENTS ET DES CIRCULATIONS.....	15
3.1.1 Circulation des véhicules à l'intérieur du chantier	16
3.1.2 Circulation des piétons à l'intérieur du chantier	17
3.2 CONDITIONS DE MANUTENTION ET LIMITATION DES MANUTENTIONS MANUELLES.....	18
3.2.1 Moyens de levage et de manutention.....	18
3.2.2 Sécurisation des moyens mis en place	18
3.2.3 Limitation du recours aux manutentions manuelles	19
3.3 STOCKAGE ET ENTREPOSAGE DES MATÉRIAUX	20
3.4 NETTOYAGE DE CHANTIER	21

3.5 TRAVAUX SPÉCIFIQUES PRÉSENTANT UN DANGER PARTICULIER.....	22
3.5.1 Présence d'amiante	22
3.5.2 Présence de plomb	23
3.5.3 Autres matériaux (radioactifs, gaz, terres polluées, déchets contaminés, ...)	23
3.5.4 Travaux divers	23
3.6 PROTECTION COLLECTIVES.....	23
3.7 MUTUALISATION DES MOYENS	25
3.8 ELECTRICITÉ DE CHANTIER	25
3.9 GESTION DE LA COACTIVITÉ.....	26
3.10 TRAVAUX A RISQUES PARTICULIERS	28
4 SUJETIONS DÉCOULANT DES INTERFÉRENCES AVEC DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION SUR LE SITE À L'INTÉRIEUR OU À PROXIMITÉ DUQUEL EST IMPLANTÉ LE CHANTIER	31
5 MESURES GÉNÉRALES PRISES POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ÉTAT DE SALUBRITÉ SATISFAISANT	32
5.1 VRD PRÉALABLES AUX TRAVAUX	32
5.2 CANTONNEMENTS	32
5.3 PROCÉDURES PARTICULIÈRES	35
5.3.1 Mise en place bungalows	35
5.3.2 Cantonnement à étages.	35
5.3.3 Installation électrique.....	35
6 RENSEIGNEMENTS PRATIQUES PROPRES AU LIEU DE L'OPÉRATION CONCERNANT LES SECOURS ET L'ÉVACUATION DES TRAVAILLEURS AINSI QUE LES MESURES COMMUNES D'ORGANISATION PRISES EN LA MATIÈRE	36
6.1 ORGANISATION.....	36
6.2 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES	37
6.2.1 Interdiction de travail avec ouvrier isolé	38
6.2.2 Interdiction de fumer	38
7 MODALITÉ DE COOPÉRATION ENTRE LES ENTREPRISES, LES EMPLOYEURS, LES TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS	39
7.1 PPSPS	39
7.2 PRESTATAIRE DE SERVICE	39
7.3 TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS	39
7.4 TRAVAILLEURS DÉTACHÉS.....	39
8 Annexes	41
Panneau : En cas d'accident.....	41

0 RAPPEL RÉGLEMENTAIRE SUR LE PGC

0.1 ETABLISSEMENT DU PGC

Lorsque plusieurs entreprises sont appelées à intervenir sur un chantier qui, soit fait l'objet de déclaration préalable, soit nécessite l'exécution d'un ou de plusieurs des travaux inscrits sur une liste de travaux comportant des risques particuliers, le maître d'ouvrage fait établir par le coordonnateur un plan général de coordination.

Ce plan est rédigé dès la phase de conception et tenu à jour pendant toute la durée des travaux.

0.2 CE QUE DÉFINIT LE PGC

Le PGC définit l'ensemble des mesures propres à prévenir les risques découlant de l'interférence des activités des différents intervenants sur le chantier, ou de la succession de leurs activités lorsqu'une intervention laisse subsister après son achèvement des risques pour les autres entreprises

0.3 LES DESTINATAIRES DU PGC

Le PGC est joint aux autres documents remis par le maître d'ouvrage aux entrepreneurs qui envisagent de contracter.

Sur leur demande, le maître d'ouvrage adresse le PGC aux organismes de prévention (inspection du travail, prévention sécurité sociale, OPPBTP).

0.4 EVOLUTION DU PGC

Le PGC intègre, au fur et à mesure de leur élaboration et en les harmonisant, les PPSPS ainsi que, lorsqu'ils sont requis, les plans de prévention. Le PGC pourra être amendé en cours d'opération par une inspection commune complémentaire nécessitée par (liste non exhaustive) :

- Une modification de la configuration du chantier.
- Un changement de méthodologie de travail.
- Une tâche complémentaire qu'il n'était pas possible de répertorier lors de l'inspection commune initiale.

0.5 CONSERVATION DU PGC

Le PGC est conservé par le maître d'ouvrage pendant une période de cinq années à compter de la date de réception de l'ouvrage.

0.6 LES PRINCIPES GÉNÉRAUX DE PRÉVENTION

- 1 – Eviter les risques.
- 2 – Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités.
- 3 – Combattre les risques à la source.

- 4 – Adapter le travail à l’homme, en vue notamment de limiter le travail monotone et cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé.
- 5 – Tenir compte de l’état d’évolution de la technique.
- 6 – Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n’est pas dangereux ou par ce qui est moins dangereux.
- 7 – Planifier la prévention en y intégrant, la technique, l’organisation du travail, les conditions de travail, l’influence des facteurs ambiants ...
- 8 – Prendre des mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle.
- 9 – Donner les instructions appropriées aux travailleurs.

1 RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS GÉNÉRAUX

1.1 DÉSIGNATION DE L'OPÉRATION

MODERNISATION STADE SAINT HENRI

Réfection des terrains de football du stade Saint Henri, la réfection des abords ainsi que la construction d'un bâtiment à usage de vestiaires et de club house.

18 Place Raphel
13016 MARSEILLE



1.2 DESCRIPTION SOMMAIRE

1.3 LISTE DES INTERVENANTS / NOMENCLATURE DES LOTS

Maître d'ouvrage	COMMUNE DE MARSEILLE DGAVE DGEPC - ILOT ALLAR - 9 RUE PAUL BRUTUS 13233 MARSEILLE CEDEX 20	TEL : 04.91.55.18.23
Maître d'oeuvre de conception	I-LOT ARCHITECTURES 43 Le Corbusier - 280 Bd Michelet 13008 MARSEILLE 8EME ARRONDISSE	TEL : 09 52 46 02 04
Inspection du travail	INSPECTION DU TRAVAIL 55 Boulevard Périer	TEL : 04 91 57 96 58

	13008 MARSEILLE	
OPPBTP	OPPBTP 10 Place de la Joliette - Les Docks - Atrium 10.6 13002 MARSEILLE	TEL : 0491776894
CARSAT	CARSAT SUD EST 35 Rue George - Direction des Risques Professionnels 13386 MARSEILLE CEDEX 20	TEL : 04 91 57 96 77

Lot(s) sans entreprise à ce stade :

- N°01 - TERRASSEMENTS / VRD
- N°02 - TERRAINS DE FOOTBALL / EQUIPEMENTS SPORTIFS
- N°03 - GROS OEUVRE
- N°04 - ÉTANCHÉITÉ
- N°05 - MENUISERIES EXTÉRIEURES / SERRURERIE
- N°06 - PLÂTRERIE / FAUX PLAFONDS / MENUISERIES INTÉRIEURES / PEINTURE
- N°07 - REVÊTEMENTS DE SOLS / FAÏENCES
- N°08 - ÉLECTRICITÉ
- N°09 - CHAUFFAGE / VENTILATION / DÉSENFUMAGE / PLOMBERIE / SANITAIRES

Voir liste des intervenants / Déclaration préalable, en annexe du présent PGC

1.4 CALENDRIER DES TRAVAUX – PRÉVISION D'EFFECTIF – CATÉGORIE DE L'OPÉRATION

Le démarrage des travaux est prévu le 04/01/2021 pour une durée de 12 mois, y compris la période de préparation.

L'effectif prévisionnel sera de 18.

Au regard du volume Hommes-jours, le chantier est classé en catégorie 2 au sens de l'article R 4532-1 du décret N°94-1159 du 26 décembre 1994.

Si des travailleurs détachés sont affectés à l'opération, le maître d'ouvrage doit porter à la connaissance de ces travailleurs (par affiche pérenne apposée dans le local vestiaire) les informations sur la réglementation française de droit du travail qui leur est applicable (durée du travail, salaire minimum, hébergement, prévention des chutes de hauteur, EPI obligatoires, droit de retrait). Ces informations sont traduites dans l'une des langues officielles parlées dans chacun des Etats d'appartenance de ces salariés.

Mode de dévolution des travaux : Lots séparés

Mode de passation des marchés : Public

1.5 PERSONNEL INTÉRIMAIRE

L'emploi de personnel intérimaire est STRICTEMENT INTERDIT pour les travaux sur des matériaux amiantés. Il est recommandé de ne pas employer de personnel intérimaire pour les travaux à risques (en particulier démolitions) ou nécessitant un suivi médical (en particulier travaux sur matériaux contenant du plomb).

1.6 PRÊT PERSONNEL ET SOUS TRAITANCE

Toute entreprise sous-traitante qui interviendra sur le chantier devra avoir été agréée par le maître d'ouvrage (ou son représentant).

Le coordonnateur SPS n'effectuera l'inspection commune avec l'entreprise qu'après avoir été averti de l'obtention de l'agrément.

Il ne pourra pas être fait appel à de la sous-traitance au-delà du deuxième rang.

Le recours au prêt de personnel ne pourra se faire qu'exceptionnellement et dans le strict respect des procédures légales existantes.

La non observation des dispositions ci-dessus entraînerait, par le maître d'ouvrage, l'exclusion immédiate du chantier, de ou des entreprises prises en défaut.

1.7 TRAVAILLEURS DÉTACHÉS

Voir articles 1.4 et 7.4.

1.8 DIVERS

Sans objet.

2 CONDITIONS TECHNIQUES ET MESURES D'ORGANISATION GÉNÉRALES DU CHANTIER ARRÊTÉES PAR LE MAÎTRE D'ŒUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR

2.1 PLANNING

Le planning prévu par le maître d'œuvre d'exécution, en concertation avec les entreprises, sera établi pour GERER TOUTE COACTIVITE dans une même zone de travail, en particulier pour les travaux à risques et pour les travaux superposés en hauteur.

Dans ces situations, des réunions de coordination entre le maître d'œuvre de réalisation, le coordonnateur SPS et les entreprises, seront effectuées pour définir les méthodologies d'intervention et pour mutualiser les moyens mis en œuvre

2.2 NATURE DE SOL

Etude de sol à diffuser.

Il est à noter que le diagnostic pollution de sols réalisé par Geotech (cf rapport 18.07962 DIAPO du 24/01/19) a relevé des teneurs en métaux lourds (Arsenic, Cadmium, Cuivre, Plomb, Zinc et Mercure) en HCT et en HAP de type lourds et peu mobile. Le respect des critères d'acceptation en ISDI montre des concentrations supérieures aux seuils de l'arrêté du 12/12/14.

Pour les autres paramètres analysés, les concentrations sont inférieures aux seuils de quantification du laboratoire pour les BTEX et les COHV.

L'état actuel du site relève de la méthodologie nationale de gestion des sites pollués et est à prendre en compte dans le cadre du futur projet.

Un plan de gestion des terres polluées réalisé par le lot 01 Terrassements / VRD.

Cette mission consistera en :

1. Définir la stratégie à mettre en place pour optimiser le réemploi des terres excavées (polluées ou non) de manière à équilibrer les déblais remblais et limiter au maximum l'évacuation éventuelle hors site.

Le plan de gestion des terres précisera les modalités à mettre en œuvre pour trier (criblage) et stocker les terres sur site.

En cas d'évacuation de terres, on privilégiera l'évacuation vers un centre de type ISDI.

2. Le suivi sur site avec la présence permanente d'un homme dédié à la surveillance du tri des terres polluées et établissement des bordereaux de suivi

3. La réalisation de sondages équipés en piézair afin de vérifier le dégazage de substances volatiles, notamment au droit du futur bâtiment vestiaires.

4. La rédaction d'un rapport destiné à conserver la mémoire du site au travers conformément à la réglementation.

Le plan de gestion intégrera également l'ensemble des terrassements complémentaires réalisés par les autres lots, notamment 03 Gros Œuvre et 02 Terrains Equipements Sportifs.

Toute entreprise devra donc obligatoirement se rapprocher du lot 01 Terrassements / VRD pour les directives à suivre concernant ses terrassements.

2.3 RÉSEAUX ENTERRÉS OU AÉRIENS

Les travaux ne pourront commencer sans l'établissement d'une DT (Déclaration de projet de Travaux) par le maître d'ouvrage auprès des concessionnaires répertoriés dans le Guichet Unique géré par INERIS (réseaux-et-canalisation.gouv.fr).

La DT sera complétée par la DICT (Déclaration d'Intention de Commencement des Travaux) établi par l'entreprise, auprès des concessionnaires.

Dans le cas d'incertitude sur la position des réseaux, le maître d'ouvrage lancera des investigations complémentaires réalisées par un prestataire agréé.

Les réseaux devront être repérés ou piquetés de manière efficace, pendant toute la durée des travaux.

L'attention des entreprises est attirée sur la présence de réseaux HTA le long du Bd Eydoux.

2.4 AMIANTE

Repérage amiante avant opération :

- D.A.A.D. N°18-06-023117 Réalisé par DEKRA le 20/06/2018.
- Repérage des matériaux contenant de l'amiante Réalisé par DEKRA le 20/06/2018.

Selon le diagnostic, il a été repéré des matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante : après analyse, ils ne contiennent pas d'amiante.

Ces documents sont joints au DCE (Dossier de Consultation des Entreprises).

- Mettre en place des moyens de protection collective.
- Mettre à disposition de leurs salariés des équipements de protection individuelle adaptés aux travaux à réaliser.
- Respecter la VLEP (Valeur Limite d'Exposition Professionnelle) : 10 fibres/litre d'air/8h. Zone de stockage des déchets, avant évacuation du chantier :
 - Localisation :
 - Sécurisation : accès interdit à toute personne non autorisée et non formée ; local matérialisé (container, local existant fermé, zone à l'abri des intempéries).

Lots concernés

2.5 PLOMB

Ces documents sont joints au DCE (Dossier de Consultation des Entreprises).

Lots concernés

Lot Démolition.

2.6 INSTALLATION DE CHANTIER EN LIAISON AVEC LA VOIE PUBLIQUE

La présence d'engins, de véhicules routiers, de piétons nécessitera la mise en place de la clôture de chantier avant tout démarrage.

La clôture existante, présente sur une partie du terrain, pourra être utilisée si elle n'est pas déposée ou modifiée et dans le cas où elle reste en bon état sur son intégralité.

L'Entrepreneur titulaire du lot « G.O » doit la fourniture et la pose d'une clôture provisoire , destinée à assurer la sécurité publique. Elle sera établie en accord avec les services de Voirie.

La gestion de la clôture et son entretien en cours de chantier, sa dépose en fin de travaux incombent au titulaire du lot 03 « Gros-oeuvre ».

Un arrêté de circulation doit être demandé pour les engins et l'approvisionnement.

L'Entrepreneur devra se mettre en rapport avec les représentants des Services Municipaux avant le démarrage des travaux.

Les véhicules seront nettoyés par l'Entrepreneur avant la sortie du chantier pour ne pas souiller les voies publiques empruntées par les véhicules.

SALISSURE SUR LE DOMAINE PUBLIC ET PRIVE

Pendant toute la durée des travaux, les voies et trottoirs du domaine public et privé devront toujours être maintenues dans un parfait état de propreté. L'Entrepreneur du présent lot devra prendre toutes les dispositions pour assurer durant toute la durée de son intervention, l'entretien et le nettoyage permanent des voies d'accès au chantier, débouage des engins de transport, arrosage des voies.

L'Entreprise assurera en outre le nettoyage permanent des voies publiques dans un rayon de 200 m de part et d'autre de l'accès du chantier.

Il se conformera sur ce point aux exigences imposées par les services techniques de la Mairie (un débouageur pour camions pourra être demandé, celui-ci sera installé à l'entrée du chantier).

En cas de non-respect de cette obligation, l'Entrepreneur sera tenu comme seul responsable des conséquences.

Tout manquement de ces obligations par l'Entrepreneur entraîne de plein droit, après mise en demeure restée sans effet, dans un délai de 24 heures :

- La fermeture des accès au chantier et les pénalités de retard correspondantes.
- Le nettoyage des voies ou le rétablissement de la signalisation par une entreprise au choix du Maître d'OEuvre aux frais et aux dépens de l'entreprise.

Le Maître d'OEuvre pourra, aux frais de l'Entrepreneur, faire exécuter par une autre Entreprise le nettoyage du domaine public et privé, autant de fois qu'il le jugera nécessaire.

L'Entrepreneur est tenu de prendre toutes dispositions afin de ne pas provoquer de gêne au voisinage (arrosage en période sèche, respect des horaires normaux de travail, etc...).

Les sorties de chantier seront signalées par des panneaux réglementaires et nettement dégagés de part et d'autre des sorties de façon à attirer l'attention des usagers de l'espace public, de jour comme de nuit (signalisation lumineuse clignotante).

Nota : la circulation sera interdite pendant les entrées et sorties du collège (se reporter à ces horaires)

Designation	Nature	Implantation	Lot chargé de la réalisation	Lot chargé de l'entretien
PIC (plan d'installation de chantier)	<u>A Intégrer :</u> Clôtures , Base vie Réseaux de chantier, Aire d'approvisionnement , Aires de stockage, Bennes.	Suivant contrainte des services délivrant autorisations et PIC.	Lot GO	Lot GO

Designation	Nature	Implantation	Lot chargé de la réalisation	Lot chargé de l'entretien
Clôture	Bâtis des propriétés mitoyennes complétés par barrières type HERAS avec voile opaque ou autre palissade occultante, limitant les nuisances (poussières, visuel) et enfichées au sol dès que nécessaire.	Sur la périphérie du chantier, selon PIC	Lot GO	Lot GO
Portail et portillon	Portails condamnable à mettre en place sur l'accès principal du chantier.	PIC Selon	Lot GO	Lot GO
Homme trafic	Prévoir un homme à pied pour guider les manœuvres d'entrées et de sorties des camions.			
Signalisation	<p><u>Affichage panneau de chantier :</u> L'entreprise réalise, installe, entretien et dépose le panneau de chantier réglementaire suivant le plan établi par le Maître d'Oeuvre. Il est rappelé que ce panneau doit porter mention de toutes les entreprises et travailleurs indépendants appelés à intervenir sur le chantier y compris les sous-traitants de quelque rang que ce soit.</p> <p>Affichage PORT DU CASQUE OBLIGATOIRE & CHANTIER INTERDIT AU PUBLIC.</p>	L'emplacement est défini en concertation avec le Maître d'Oeuvre et le Maître d'Ouvrage. Il doit toutefois être visible depuis le domaine public.	Lot GO	Lot GO

Disposition en cas de litige ou de défaillance

En cas de manquement, le Maître d'Ouvrage et ou le Maître d'Oeuvre, pourront décider de faire intervenir une entreprise extérieure, aux frais des entreprises défaillantes, majorés des frais de gestion correspondants.

2.7 CONDITIONS D'ACCÈS AU CHANTIER À PARTIR DE LA VOIE PUBLIQUE

Disposition générale

L'accès au chantier ne pourra se faire que par l'entrée réservée au chantier suivant le PIC.

L'accès au chantier ne sera autorisé qu'aux personnes déclarées par l'entreprise avant démarrage des travaux.

Toute personne qui de par son comportement serait susceptible de générer des risques pour lui-même, tout autre intervenant, ou un quelconque usager, sera immédiatement exclu du chantier.

Chaque entreprise doit prendre en charge suivant une procédure les personnes appelées à rentrer sur le site.

Il en sera de même pour les chauffeurs et véhicules ou camions de livraison qui devront être systématiquement muni d'un DHOL à jour.

Designation	Nature	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la gestion
Accès principal	Portail principal d'accès au chantier.	LOT GO	LOT GO
Gardiennage			
Carte d'identification professionnelle des salariés du BTP	Carte BTP	L'ensemble des compagnons devra être détenteur de la carte BTP conformément à la réglementation en vigueur.	Chaque entreprise est responsable pour l'ensemble de ses salariés.
Liste du personnel	Registres réglementaires de toutes les entreprises disponibles dans la base vie.		

Disposition en cas de litige ou de défaillance

En cas de manquement, le Maître d'Ouvrage et ou le Maître d'œuvre pourront décider de faire intervenir une entreprise extérieure, aux frais des entreprises défaillantes, majorés des frais de gestion correspondants.

2.8 DIVERS

Sans objet.

3 MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR

3.1 ORGANISATION DES DÉPLACEMENTS ET DES CIRCULATIONS

Réalisation d'un Plan d'Installation de Chantier intégrant :

- Les circulations des véhicules,
- Les aires de stockage
- Les aires de stationnement des véhicules
- Dispositions prises pour le guidage et les manœuvres lors des livraisons.
- les zones clôturées.
- les points d'eau
- L'emplacement de la base vie et sa capacité.
- les accès piétons et portail.
- les réseaux existants
- Aire de lavage des camions
- Panneaux de signalisation
- l'emplacement des points lumineux
- l'emplacement des bennes

Une dissociation de la circulation piétonne et véhicules doit être faite.

La présence d'hommes trafic sera obligatoire pour toutes les entrées et sorties d'engins.

Les salariés chargés de la conduite des véhicules et engins doivent être détenteurs d'une autorisation de conduite, délivrée par le chef de l'établissement à l'issue d'une formation aux engins confiés (CACES ou équivalent), et visite médicale. Cette autorisation n'est valable que pour le chantier en question.

Dispositions liées à la situation exceptionnelle du risque sanitaire et de pandémie COVID-19 de chaque entreprise :

Mise en place et respect de toutes les mesures suivantes par le référent COVID-19 :

- Interdire la présence de personne à risque aggravé du fait de leur santé (selon les critères définis par la Sécurité Sociale).
- Transport en véhicule partagé pour venir au chantier : Veiller à assurer la distance minimale d'un mètre entre les personnes : une personne par rang maximum, et en quinconce si plusieurs rangs.
- Dans le cas d'une utilisation partagée de véhicule et pour les engins, prévoir la désinfection des surfaces de contact entre utilisateurs (volant, boutons de commande, poignée de changement de vitesse...) et la mise à disposition de lingettes désinfectantes et de gel ou de solution hydroalcoolique. Désactiver le recyclage d'air et privilégier l'ouverture des fenêtres pour assurer une aération continue.
- Privilégier les modes de transport individuels. Recourir le cas échéant au véhicule personnel (indemnité de transport et assurance à vérifier).
- En cas d'utilisation des transports en commun : respect de la distance minimale d'un mètre, port du masque obligatoire et lavage des mains obligatoire à l'arrivée au chantier.
- Fourniture de désinfectants sur site.
- Essayer de maintenir les mêmes équipes chargées des livraisons afin de créer une cohésion solidaire et respectueuse les uns envers les autres pendant cette crise.
- Organisation des postes de travail pour limiter au maximum les tâches simultanées de proximité et de longue durée, y compris pour les phases de livraisons.
- Eviter/Limiter les échanges et prêt d'outils de travail et/ou désinfecter ces derniers régulièrement ou à chaque changement de main.
- Affichage de brochures sur les règles d'hygiène à respecter.

- Il conviendra que les livreurs et les chauffeurs restent cantonnés dans leur cabine. En cas de réelle nécessité les distances de sécurité devront être respectées.

Rappel :

- Une bonne hygiène contribue à prévenir la transmission du coronavirus sur le chantier.
- les entreprises intervenantes sur site de bien doivent veiller à ce que ces dispositions soient mises en place et respectées.
- Les sous-traitants et prestataires sont soumis aux mêmes disposition.

3.1.1 Circulation des véhicules à l'intérieur du chantier

Désignation	Nature	Implantation	Lot en chargé de la mise en œuvre	Lot chargé de l'entretien
Aire de livraison	Aire plane et aisément accessible, permettant d'éviter la répétition de manutentions manuelles lourdes.	Selon PIC du lot GO	Lot GO	Lot GO
Aire de stationnement	A définir.	Selon PIC GO.		
Signalisation	Mise en place de panneaux suivant PIC.	Au niveau du portail d'entrée et sortie des véhicules notamment.	Lot GO	Lot GO
Homme de manœuvre	Toute manœuvre des véhicules et engins à l'entrée du chantier est à effectuer avec l'aide d'un signaleur et compagnons équipés de gilets réfléchissants.	Entrée du chantier	TCE	TCE
Avertisseur de manœuvre	Avertisseurs de recul sonores ou lumineux en parfait état de marche	Sur l'ensemble des engins de chantier.	Toute entreprise concernée.	Toute entreprise concernée.
Nettoyage avant sortie	Nettoyage des véhicules. Maintien en bon état de propreté de la voirie.	Entrée / sortie du chantier.	TCE	TCE

3.1.2 Circulation des piétons à l'intérieur du chantier

Désignation	Nature	Implantation	Lot en chargé de la mise en œuvre	Lot chargé de l'entretien
Accès au cantonnement	Cheminement à pieds secs depuis l'entrée principale.	Selon PIC	LOT GO	LOT GO
Cheminement cantonnement/chantier	Accès sécurisé et balisé depuis la base-vie vers le chantier.	Selon PIC	Lot GO	Lot GO
Séparation piétons/véhicules	Matérialiser par une barrière rigide les circulations piétonnes pour les isoler des circulations véhicules.	Selon PIC.	LOT GO	LOT GO
Escalier provisoire	Mise en place d'échelles de chantier à marches à inclinaison variable (marches toujours horizontales), arrimées en tête et en pied.	Selon PIC et évolutions du chantier.	LOT GO.	LOT GO
Escalier définitif	Escaliers définitifs à installer à l'avancement pour faciliter les circulations verticales.	Selon plans architecte.	LOT GO	LOT GO.
Eclairage	Éclairage des postes de travail à charge des entreprises (à partir des coffrets). Il doit être adapté aux exigences du travail en cours.	Réparti dans l'ensemble des locaux.	TCE	TCE
Signalisation	Signalisation des différents accès, cheminements et zones de chantier par affichage simple et compréhensible de tous.	Réparti dans l'ensemble des locaux.	Lot GO	Lot GO

Désignation	Nature	Implantation	Lot en chargé de la mise en œuvre	Lot chargé de l'entretien
Accès couverture/terrasse	Mise en place d'échelles de chantier à marches à inclinaison variable (marches toujours horizontales), arrimées en tête et en pied.		Lot GO Lot Etanchéité	Lot GO Lot Etanchéité

3.2 CONDITIONS DE MANUTENTION ET LIMITATION DES MANUTENTIONS MANUELLES

Le déchargement et la manutention des divers éléments doivent s'effectuer dans les meilleures conditions pour éviter :

- Les déplacements horizontaux avec charge corporelle, du lieu d'approvisionnement au poste de travail.
- Les risques de chutes pendant le transport manuel liés aux obstacles ou à la configuration des locaux.

Afin de mieux répartir les approvisionnements, des plates-formes de dessertes sont aménagées près des aires de livraisons.

3.2.1 Moyens de levage et de manutention

Désignation	Implantation	Lot en chargé de la mise en place	Lot utilisateur	Appareil commandement de manoeuvre
Grue automotrice	A définir selon les besoins des entreprises.	A définir à l'avancement selon les besoins.	TCE	
Camion auto-déchargeable	A définir selon les besoins des entreprises.			
Transpalette/chariot	A mettre à disposition pour les manutentions horizontales.	TCE		

3.2.2 Sécurisation des moyens mis en place

Grue à tour

L'entreprise devra tenir à disposition sur chantier :

- Etude de site.
- Contrôle avant mise en service.
- Contrôle périodique.
- Vérification du limiteur de survol en charge, en limite de chantier.

- Vérification du système d'interférence entre plusieurs grues sur le chantier, qui seront numérotées. Dans le cas de chantiers mitoyens, un système d'interférence sera mis en place entre les grues de chaque chantier ; la numérotation des grues se fera en continuité et non par chantier. Un anémomètre devra être installé sur chaque grue, avec liaison en cabine, et l'entreprise devra avoir un abonnement avec un service météorologique.

Grue automotrice

L'entreprise devra tenir à disposition sur chantier, le contrôle périodique de l'engin. L'anémomètre de l'engin devra être vérifié et en liaison avec la cabine.

Autres engins

Les entreprises utilisatrices devront tenir à disposition sur chantier, les contrôles périodiques de chaque engin

Personnel utilisateur

Toute personne utilisant un engin de levage sur le chantier (grue à tour, grue automotrice, chariot élévateur, ...) devra avoir une autorisation de conduite valide ; le personnel affecté aux manœuvres de levage sera formé, en particulier aux gestes de commandement et à l'élingage. Les utilisateurs de matériel de manutention (lift, ascenseur, monte-charge, monte matériaux, treuil, ...) devront avoir reçu une formation spécifique.

Appareils de levage

Les entreprises devront tenir à disposition, sur chantier, les justificatifs des contrôles périodiques de chaque élément utilisé.

Sécurisation des moyens de levage

Les zones d'implantation seront vérifiées pour éviter tout risque de renversement (en particulier engin en bordure de fouille ou sur terrain remanié après terrassement).

La solidité des ouvrages, sur lesquels des dispositifs de levage ou de manutention seraient fixés, devra être contrôlée par un organisme compétent.

Convention de prêt

Sans objet.

3.2.3 Limitation du recours aux manutentions manuelles

Il ne devra pas exister d'interruption de moyen de manutention verticale pendant toute la durée du chantier.

Phasage et moyens prévus

L'entreprise réalise l'étude d'adéquation des moyens de levage permettant l'approvisionnement cohérent :

- A chaque phase selon la configuration de l'emprise chantier.
- A proximité des postes de travail.

Sur l'aire des travaux, les entreprises veillent à emprunter des dispositifs individuels adaptés pour soulager et aider le travailleur à la mise en oeuvre des matériaux.

Il ne devra pas exister de rupture de charge entre le point de livraison et la zone de translation horizontale : différence de niveau, mise en place de rampe ou de moyen de manutention.

Lot chargé de la mise en place

Sans objet.

Lot chargé de l'entretien

Prise en compte par chaque entreprise des charges à manutentionner

3.3 STOCKAGE ET ENTREPOSAGE DES MATÉRIAUX

Les zones de stockage seront nivelées et planes pour éviter tout risque de basculement ou de renversement des matériaux stockés.

Nature	Moyen de stockage	Implantation	Ventilation	Sécurisation
Matériaux de chantier GO (étais, ferrailages...).	Zone de stockage plane, stabilisée et facilement accessible selon PIC du lot GO. Les matériaux devront être stockés conformément aux notices fabricant de chaque matériaux et en prenant en compte les différentes contraintes.	Selon PIC lot Gros Oeuvre, à répartir à proximité des postes de travail et à organiser à l'avancement.		Matérialisation par balisage périphérique ou barriérage de la zone.
Cloison, plafond, isolant...	Colis sur palettes.			
Matériel et matériaux des entreprises de second oeuvre.	Colis sur palettes.	Au RDC.		Matérialisation de la zone par panneau signalétique ou balisage périphérique. Extincteur présent dans le local.
Carrelages / faïences.	Colis sur palettes.			

Nature	Moyen de stockage	Implantation	Ventilation	Sécurisation
Sable et pompe à sable.	Sable en vrac et pompe à proximité.	Dans zone réservée à cet effet selon PIC Gros Oeuvre et à proximité des postes de travail.	Privilégier une zone en extérieure ou fortement aérée vis à vis de l'émission des poussières ou des gaz du groupe associé à la pompe. Position du groupe en intérieur interdite.	Matérialisation de la zone par balisage périphérique.
Menuiseries extérieures.	Colis sur pupitres métalliques.	Dans zone réservée.		Matérialisation de la zone par balisage.
Equipements de plomberie, gaines, tuyaux...	Sur palette ou en colis.			Matérialisation de la zone par balisage.
Peintures / enduits	Sur palette ou en colis.		Locaux fortement aérés.	Matérialisation de la zone par balisage.
Equipements électriques...	Sur palette ou en colis.			Matérialisation de la zone par balisage.

3.4 NETTOYAGE DE CHANTIER

CHANTIER A FAIBLE NUISANCES ENVIRONNEMENTALES

Pendant toute la durée du chantier, l'entreprise du présent devra respecter la « Charte de chantier à faibles nuisances » jointe au Dossier de Consultation des Entreprises (DCE).

Le projet respectera la cible 3 de la démarche HQE pour limiter les impacts du chantier :

- optimisation de la gestion des déchets de chantier,
- limitation des nuisances pendant le chantier,
- limitation des pollutions et des consommations de ressources pendant le chantier.

Dispositions liées à la situation exceptionnelle du risque sanitaire et de pandémie COVID-19 :

Mise en place et respect de toutes les mesures suivantes par le référent COVID-19 :

- Interdire la présence de personne à risque aggravé du fait de leur santé (selon les critères définis par la Sécurité Sociale).
- Fourniture de désinfectants sur site.
- Eviter/Limiter les échanges et prêt d'outils de travail et/ou désinfecter ces derniers régulièrement ou à chaque changement de main.
- Affichage de brochures sur les règles d'hygiène à respecter.
- Nettoyage renforcé de la base vie et désinfection quotidienne des surfaces (poignées de portes, tables, dossiers de chaises, porte frigo micro-ondes etc...)

Rappel:

- Une bonne hygiène contribue à prévenir la transmission du coronavirus sur le chantier.

DESIGNATION	LOCALISATION	FREQUENCE	LOT CHARGE MISE EN PLACE	LOT CHARGE DE LA GESTION
-------------	--------------	-----------	--------------------------	--------------------------

DESIGNATION	LOCALISATION	FREQUENCE	LOT CHARGE MISE EN PLACE	LOT CHARGE DE LA GESTION
Poste de travail	Répartis sur l'ensemble du chantier.	Nettoyage quotidien.	Chaque lot est chargé du maintien en bon ordre et en bon état de propreté du chantier.	Chaque lot est chargé du maintien en bon ordre et en bon état de propreté du chantier.
Bennes avec tri	Selon PIC. Emplacement permettant les échanges aisés de bennes.	Mise en place dès la phase installation du chantier, en nombre et quantité suffisantes. Évacuation autant de fois que nécessaire.	Lot GO	Lot GO

Interdictions

- Jets de gravats par les baies d'étages, vers le sol.
- Elimination de déchets par brûlage.

Disposition en cas de litige ou défaillance

Le maître d'Ouvrage et/ou son représentant devront prendre les dispositions de nomination d'une entreprise qui prendra en charge l'entretien afin de maintenir pendant toute la durée des travaux. Dans le non-respect de cette obligation, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure préalable, le Maître de l'Ouvrage ou le Maître d'Oeuvre feraient faire ce nettoyage par une entreprise extérieure, aux frais et risques de l'entreprise responsable.

3.5 TRAVAUX SPÉCIFIQUES PRÉSENTANT UN DANGER PARTICULIER

3.5.1 Présence d'amiante

Suivant documents répertoriés Article 2 : 2.4.

Lots concernés

Lot Démolition.

Les entreprises doivent répondre aux préconisations du décret du 4 mai 2012 et à ses arrêtés d'application. Tout ouvrier salarié de l'entreprise, en CDI, doit être formé suivant les modalités de l'arrêté du 23 février 2012. Les déchets seront évacués du chantier, avec BSDA, et éliminés, soit par inertage, soit par enfouissement, en décharge ISDD (Installation de Stockage de Déchets Dangereux), ou ISDND (Installation

de Stockage de Déchets Non Dangereux). En cas de découverte de matériau amianté non répertorié :

- Arrêt des travaux dans la zone.
- Sécurisation de la zone.
- Réalisation d'un diagnostic.
- En fonction du résultat, application ou non (dans le cas de diagnostic négatif) de la réglementation rappelée ci-dessus.

Durant les travaux, l'entreprise transmettra régulièrement au coordonnateur SPS, les mesures d'empoussièrement réalisées :

- Avant démarrage des travaux (point 0 ou état initial).
- Durant les travaux : mesures environnementales réalisées en dehors de la zone de travail et dans les locaux à proximité de celle-ci.
- A la fin des travaux, après démantèlement complet de l'installation de désamiantage (mesure de fin de chantier amiante).
- Les résultats de toutes les mesures seront inférieurs à 5 fibres/litre d'air.

3.5.2 Présence de plomb

Suivant documents répertoriés Article 2 : 2.5.

Lots concernés

Les ouvriers devront pouvoir bénéficier d'un suivi médical. Il est recommandé d'employer des salariés en CDI. Les déchets seront éliminés par enfouissement en décharge ISDD (Installation de Stockage de Déchets Dangereux), ou ISDND (Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux), ou ISDI (Installation de Stockage de Déchets Inertes).

3.5.3 Autres matériaux (radioactifs, gaz, terres polluées, déchets contaminés, ...)

3.5.4 Travaux divers

Sans objet.

DESIGNATION	LOT CONCERNE	ZONE DE STOCKAGE	RESPONSABLE EVACUATION	FLIERE ELIMINATION
Avec flamme ou à point chaud	Lot Étanchéité Lot Serrurerie	Stockage des bouteilles dans une zone appropriée et conforme à la réglementation. Extincteur de classe correspondante et en bon état de fonctionnement à proximité de poste.		

3.6 PROTECTION COLLECTIVES

Disposition en cas de litige ou défaillance

Le Maître d'Ouvrage, le Maître d'Oeuvre et le Coordonnateur SPS peut, en cas de manquement par une entreprise, demander que soient réalisés les travaux nécessaires à la remise en sécurité de la zone de travail aux frais de l'entreprise défaillante.

Nature des protections collectives

Dispositions générales

Les entrepreneurs doivent intégrer dans leur méthode générale de construction, la protection définitive intégrée. En cas d'impossibilité, les circulations et les postes de travail sont protégés par des protections collectives provisoires. Le responsable de la protection contrôle fréquemment son état, et procède immédiatement à la remise en état le cas échéant.

Ces entreprises ont à leur charge, au fur et à mesure de l'avancement des travaux, la fourniture, la mise en place et la maintenance des protections collectives et ce, pendant toute la durée de leur intervention, jusqu'à ce que les protections définitives soient mises en place ou que les zones de travaux ne soient plus considérées comme dangereuses ou pouvant engendrer des risques.

L'entreprise, qui pour son intervention, doit déplacer un dispositif collectif de sécurité, a l'obligation et la charge de la remplacer préalablement par un dispositif présentant un degré de protection au moins équivalent. Au cas où un entrepreneur ne remettrait pas en place les dispositifs de sécurité, l'installateur a l'obligation de le faire après constat du Coordonnateur Sécurité et / ou du Maître d'Oeuvre, aux frais de l'entrepreneur responsable.

Les dispositifs de sécurité mis en place par une entreprise pour son intervention personnelle (échafaudage de façade, filet de protection, etc...) ne peuvent être déplacés ou modifiés que par elle-même.

Désignation	Type de sécurité	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la maintenance
Rive de plancher	Gardes corps adaptés à l'ouvrage permettant d'assurer la protection collective.	Lot GO	Lot GO
Trémie petite dimension	Boite de réservation ou plaque d'obturation spittée, et armatures continues.	Lot GO	Lot GO
Trémie grande dimension	Garde-corps compatibles avec la pose des réseaux verticaux. Cas des trémies d'escaliers : - Garde-corps sur les paliers. - Escaliers définitifs à l'avancement ou tours escaliers provisoires.	Lot GO	Lot GO

Désignation	Type de sécurité	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la maintenance
Châssis en façade sur allège < 1m	Protection collective permettant la mise en oeuvre du châssis et de la protection définitive en toute sécurité et sans besoin de dépose.	Lot GO	Lot GO
Périphérie toiture terrasse	Gardes corps adaptés à l'ouvrage permettant d'assurer la protection collective (filets périphériques seuls interdits).	Lot GO	Lot GO

3.7 MUTUALISATION DES MOYENS

Mutualisation des équipements de travail et d'accès en hauteur pour maîtriser les risques liés aux chutes de hauteur.

La mutualisation des moyens de type échafaudage doit faire l'objet d'une convention selon la réglementation en vigueur et les recommandations R-408 de la CNAMTS.

L'objectif visé consiste à mettre à disposition des corps d'état concernés pendant toute la durée du chantier, des moyens communs de prévention de ces risques tels que :

- Les dispositifs de protections collectives pour les travaux en hauteur.
- Les plates-formes de travail pour les travaux en hauteur et leurs accès.
- Les moyens de transport, levage, manutention des matériels, matériaux et équipements techniques pour approvisionner dans les ouvrages et distribuer à pied d'œuvre.
- Les aménagements de circulations et les infrastructures pour les stockages et le stationnement.
- Les moyens d'évacuation des déchets produits durant le chantier.

Disposition générale

Mise en place d'une convention entre l'entreprise installatrice et les entreprises utilisatrices

Désignation	Localisation	Planification	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la maintenance	Utilisateur
Echafaudage de pied	En périphérie des façades pendant les ravalements.	Gestion par le Lot installateur de sorte à permettre la mutualisation des moyens.	Lot installateur.	Lot installateur.	TCE

3.8 ELECTRICITÉ DE CHANTIER

Disposition en cas de litige ou défaillance

Le maître d'Ouvrage et/ou son représentant devront prendre les dispositions de nomination d'une entreprise qui prendra en charge l'installation et l'entretien des installations électriques pendant toute la durée des travaux.

Dans le non-respect de cette obligation, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure préalable, le Maître de l'Ouvrage ou le Maître d'oeuvre feraient faire le nécessaire par une entreprise extérieure, aux frais et risques de l'entreprise responsable.

Désignation	Localisation	Planification	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la maintenance
Alimentation principale	Selon PIC lot Gros Oeuvre.	Dès le démarrage du chantier.	Lot CFO	Lot CFO
Alimentation cantonnement	Selon PIC lot Gros Oeuvre.	Dès mise en place des installations de chantier.	Lot CFO	Lot CFO
Armoires secondaires	Chaque coffret comprend notamment : - 4 prises de courant 2 x 10/16 + T 220 V - Un bouton d'arrêt d'urgence. Coffrets fixés au mur ou déplaçables.	A mettre en place à l'avancement du Gros Oeuvre.	Lot CFO	Lot CFO
Eclairage poste de travail	L'éclairage des zones de travail reste à charge des entreprises (à partir des coffrets de prises). Il doit être adapté aux exigences du travail en cours et réparti aux différents postes de travail.	Mettre en place à l'avancement des travaux.	Chaque entreprise est chargée de l'entretien de ses propres installations et matériels.	Chaque entreprise est chargée de l'entretien de ses propres installations et matériels.

Le titulaire du lot chargé de l'installation du tableau de comptage du chantier et des locaux de la base vie du chantier, aura à sa charge, la vérification initiale des installations électriques. Y compris la périodicité et toutes modifications apportées à l'installation. Le titulaire du lot chargé des installations secondaires des coffrets et des éclairages des circulation du chantier aura à sa charge, la vérification initiale des installations électriques. Y compris la périodicité et toutes modifications apportées à l'installation.

3.9 GESTION DE LA COACTIVITÉ

La gestion des risques successifs et simultanés est directement liée à la bonne maîtrise de l'organisation générale de toutes les phases et du planning.

Pour chaque travaux générant des risques entre les entreprises, doit répondre des moyens adéquats associés à des mesures de prévention clairement réparties pour tous.

Pour des zones particulières à risque fort il pourra être associé des décalages d'intervention (travaux superposés, protections collectives) sur une zone définie.

Dysfonctionnement ou dérapage du calendrier : En cas de dysfonctionnement ou dérapage du calendrier, la co-activité des entreprises doit être étudiée par le Maître d'oeuvre en accord avec le Coordonnateur Sécurité.

Mesures de préventions liées à la situation exceptionnelle du risque sanitaire COVID-19 :

Gestion exceptionnelle de la coactivité.

Suite à la demande de maintien ou reprise de l'activité pour le secteur du BTP de la part du gouvernement, et suivant le guide des bonnes pratiques de l'OPPBTP spécifiques, liées à la pandémie de COVID-19. Tout doit être mis en œuvre pour permettre de respecter les gestes barrières et la distanciation sociale.

Mise en place et respect de toutes les mesures suivantes par le référent COVID-19 :

- Interdire la présence de personne à risque aggravé du fait de leur santé (selon les critères définis par la Sécurité Sociale).
 - Limiter le nombre de personnes pour réduire les risques de rencontre et de contact.
 - Essayer de maintenir les mêmes équipes afin de créer une cohésion d'équipe solidaire et respectueuse les uns envers les autres pendant cette crise.
 - Organisation des postes de travail pour limiter au maximum les tâches simultanées de proximité et de longue durée.
 - Attribuer les outillages de façon individuelle, sauf en cas de port systématique de gants de travail. Limiter le prêt de matériel entre compagnons. Désinfecter le matériel entre deux compagnons, le cas échéant.
 - Mettre en place un plan de circulation permettant de respecter la distance d'un mètre entre les personnes, notamment lors des croisements. Privilégier les circulations circulaires.
 - Organiser la réception des matériaux et matériels de façon à éviter tout contact physique.
 - Présenter l'organisation exceptionnelle des travaux avant chaque prise de poste et chaque demi-journée.
 - Avant chaque début de tâche, vérifier que les modes opératoires permettent de respecter la distance d'au moins un mètre. En cas d'impossibilité, faire porter des lunettes et des masques de type à usage non-sanitaire de catégorie 1 (filtration supérieure ou égale à 90% - « masques individuels à usage des professionnels en contact avec le public » selon la note DGS/ DGE/DGT du 29 mars 2020), de type FFP1, de type chirurgical. (possibilité d'utiliser des masques de protection supérieure y compris ceux de type à cartouche ou masque à ventilation assistée). Le port du masque ne dispense pas du respect dans la mesure du possible de la distanciation sociale et dans tous les cas de l'hygiène des mains. Ecrans faciaux ou visières couvrantes (ajoutée au port du masque selon évaluation du risque) : descendant au moins 3 cm sous le menton.
 - Dans le cadre de la pandémie de COVID-19, le ministère des solidarités et de la santé recommande, en population générale, d'éviter de porter des gants car ils donnent un faux sentiment de protection. Les gants deviennent eux-mêmes des vecteurs de transmission, le risque de porter les mains au visage est le même que sans gant, le risque de contamination est donc égal voire supérieur.
 - Affichage de brochures sur les règles d'hygiène à respecter.
 - Décalage des horaires de prises de déjeuners pour éviter les regroupements de compagnons et la promiscuité dans les locaux.
 - Réunions de chantiers limitées à un nombre d'intervenants selon les dispositions sanitaires en vigueur, à tenir hors espace confiné ou à mener en Visio conférence.
- Même après la vague de pandémie, il conviendra de respecter pendant un temps les mesures de précautions.

Les plannings devront être adaptés en conséquence et permettre des interventions décalées et non simultanées, zones de travail bien distinctes.

Stopper l'activité en cas d'impossibilité.

– Les masques chirurgicaux et les cartouches sont à jeter après chaque intervention dans un sac à déchets. Les masques non jetables et les lunettes seront essuyés à la lingette désinfectante à l'intérieur et à l'extérieur.

Disposition en cas de litige ou défaillance

Le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS peut, en cas de manquement par une entreprise, demander que soient réalisés les travaux nécessaires à la remise en sécurité de la zone de travail aux frais de l'entreprise défaillante.

Travaux	Lots concernés	Phasage	Sécurisation	Lot chargé de la mise en place
Travaux superposés	Tous	D'une manière générale, des dispositions sont prises pour éviter tous travaux superposés.	Mise en place des dispositifs de protection collective de type platelages jointifs, bâches, filets micro maille, balisages, par l'entreprise exportatrice du risque.	Lot générant le risque.
Travaux en façade.			Montage d'un échafaudage conforme à la R408 de la CNAMTS prenant en compte les besoins des différents intervenants.	Lot Façade
Travaux bruyants.	Tous	Un décalage de travaux est en conséquence prévu de manière à laisser intervenir seule l'entreprise causant la gêne concernée. La planification du chantier doit gérer à l'avancement ce type de problème.		Chaque entreprise concernée en concertation avec le MOE et le CSPS.
Travaux dégageant des émissions de poussières.	Tous		Délimitation des zones d'intervention. Intervention seule de l'entreprise concernée. Locaux ventilés.	Chaque entreprise concernée en concertation avec le MOE et le CSPS.

3.10 TRAVAUX A RISQUES PARTICULIERS

Les entrepreneurs doivent intégrer dans leur méthode générale de construction, la protection définitive intégrée. En cas d'impossibilité, les circulations et les postes de travail sont protégés par des protections collectives provisoires. Le responsable de la protection contrôle fréquemment son état, et procède

immédiatement à la remise en état le cas échéant.

Ces entreprises ont à leur charge, au fur et à mesure de l'avancement des travaux, la fourniture, la mise en place et la maintenance des protections collectives et ce, pendant toute la durée de leur intervention, jusqu'à ce que les protections définitives soient mises en place ou que les zones de travaux ne soient plus considérées comme dangereuses ou pouvant engendrer des risques.

L'entreprise, qui pour son intervention, doit déplacer un dispositif collectif de sécurité, a l'obligation et la charge de la remplacer préalablement par un dispositif présentant un degré de protection au moins équivalent.

Disposition en cas de litige ou défaillance

Le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS peut, en cas de manquement par une entreprise, demander que soient réalisés les travaux nécessaires à la remise en sécurité de la zone de travail aux frais de l'entreprise défaillante.

Désignation	Lots concernés	Types d'intervention	Conditions d'intervention	Sécurisation
Fondations	Lot Gros Oeuvre	<p>Ouverture de fouilles pour réalisation des fondations des murs du Lot VRD.</p> <p>Les fondations du bâtiment sont déjà réalisées, le Vide Sanitaire est déjà érigé.</p>	<p>Repérage des réseaux souterrains, réalisation des DICT préalables.</p> <p>Respect des préconisations de l'étude de sol et BET Structure.</p>	<p>Suivant étude de sol.</p> <p>Protection contre le risque de chute d'objet.</p> <p>Autorisation de conduite pour les engins.</p> <p>Port de baudriers réfléchissants.</p> <p>Avertisseurs de recul sonores ou lumineux.</p>

Désignation	Lots concernés	Types d'intervention	Conditions d'intervention	Sécurisation
Tranchées	Lot Gros Oeuvre Lot Terrassement	Ouverture de tranchées. Travaux en tranchées.	Repérage des réseaux souterrains, réalisation des DICT préalables. Respect des préconisations de l'étude de sol.	Suivant étude de sol. Échelles d'accès au fond de tranchée. Passerelles de franchissement sécurisées. Balisages 2 faces des tranchées ouvertes plus de 24 heures. Balisage en retrait, interdiction d'accès à proximité. Inclinaison des talus suivant rapport du géotechnicien ou blindage systématique selon R255 de la CNAMTS. Mise en place d'une protection contre le risque de chute d'objet. Autorisation de conduite pour les engins. Port de baudriers réfléchissants. Avertisseurs de recul sonores ou lumineux.
Travaux en hauteur	Lot Gros oeuvre Lot Façades Lot Serrurerie Lot Menuiseries extérieures Lot Étanchéité	Interventions en façade ou en toiture.	Mutualisation d'un échafaudage conforme ou travail à l'abri de protections collectives type garde-corps rigide.	Montage d'un échafaudage conforme à la R408 de la CNAMTS. PV de conformité de montage à afficher. Convention entre le monteur et les utilisateurs.

4 SUJETIONS DÉCOULANT DES INTERFÉRENCES AVEC DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION SUR LE SITE À L'INTÉRIEUR OU À PROXIMITÉ DUQUEL EST IMPLANTÉ LE CHANTIER

Désignation	Localisation	Contrainte	Disposition à prendre	Lots concernés	Lot chargé des dispositions à prendre
Bruit dû au chantier	L'ensemble du chantier au dessus des sous-sols.		Respecter les horaires imposées par la circulaire et la réglementation en vigueur. Phaser les travaux bruyants plutôt après 10h du matin.	TCE	TCE
Réseaux enterrés et aériens (voir aussi Article 2 : 2.3)	Selon les DT.		Se référer aux retours des DT et DICT.		

Disposition en cas de litige ou défaillance

Le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS peut, en cas de manquement par une entreprise, demander que soient réalisés les travaux nécessaires à la remise en sécurité de la zone de travail aux frais de l'entreprise défaillante.

5 MESURES GÉNÉRALES PRISES POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ÉTAT DE SALUBRITÉ SATISFAISANT

5.1 VRD PRÉALABLES AUX TRAVAUX

Lorsqu'une opération excède, comme c'est le cas ici, un montant de 760000€, le chantier relatif à cette opération doit disposer, en un point au moins de son périmètre, d'une desserte en voirie, d'un raccordement à des réseaux de distribution d'eau potable et d'électricité, d'une évacuation des matières usées, dans des conditions telles que les locaux destinés au personnel du chantier soient conformes aux conditions qui leur sont applicables en matière d'hygiène et de sécurité du travail.

Désignation	Localisation	Phasage	Lot chargé de l'intervention
Eau potable	Point défini par le MOA .	Préalable au démarrage des travaux.	Lot Gros Oeuvre
Eau usées	Raccord eaux usées selon PIC permettant le raccord des sanitaires du chantier.	A l'issue de la période de préparation.	Lot Gros Oeuvre
Electricité	L'entreprise procède au raccordement depuis un point de livraison : - Défini par les services concessionnaires correspondants. - Défini avec le maître d'ouvrage.	A l'issue de la période de préparation.	Lot Gros Oeuvre

5.2 CANTONNEMENTS

Disposition générale

Les cantonnements devront être réalisés suivant :

- Décret du 6 janvier 1965 modifié le 6 mai 1995
- Fiche OPPBTP, référence : H3 M 02 95 (dispositif à partir du 1^{er} janvier 1997)

Mise en place des mesures visant à prévenir le risque de contagion COVID-19 :

Gestion des déchets potentiellement contaminés : essuie-mains, lingettes, essuie-tout, masques, gants... doivent être jetés dans des poubelles à pédale et couvercle équipées de sacs à déchets étanches qui seront fermés par un lien et jetés via la filière des ordures ménagères.

Lieu de vie, de contacts et d'échanges, la base vie ou le bungalow de chantier sont des espaces où l'organisation des présences et des déplacements doit faire l'objet d'une attention soutenue.

Assurer un affichage fort et visible des consignes sanitaires.

Respecter, en toutes circonstances, une distance de 4m² minimum par personne, ce qui doit permettre de garantir une distance minimale de 1 mètre autour d'une personne (dans toutes les directions):

- éventuellement, en organisant les ordres de passage,
- éventuellement, en décalant les prises de poste,
- éventuellement, en mettant en place des marqueurs pour faire respecter une distance d'au moins un mètre.
- bande adhésive au sol, barriérage (par exemple avec utilisation des tables et des chaises), organisation des circulations intérieures...
 - en limitant l'accès aux espaces et salles de réunion.
 - Installer, si possible, des lieux de réunion, de repos et de pause en extérieur.
 - Installer un point d'eau ou un distributeur de gel ou de solution hydroalcoolique à l'extérieur et imposer le lavage des mains avant toute entrée dans les bases vie ou bungalows de chantier. Essuie-mains à usage unique et poubelle à disposition au point d'eau.
 - Mettre à disposition des flacons de gel ou de solution hydroalcoolique (si disponibles) dans les lieux fréquentés et à proximité des surfaces de contact (tables, comptoir...).
 - Mettre à disposition des lingettes désinfectantes dans les toilettes pour désinfection avant chaque usage.
 - Vérifier plusieurs fois par jour que les distributeurs de savon, d'essuie-mains, de lingettes jetables et/ou de gel ou de solution hydroalcoolique sont approvisionnés.
 - Assurer une fréquence de nettoyage 2 fois par jour de toutes les installations communes et désinfection des douches au moyen de produits désinfectants. En cas d'arrêt de l'utilisation de la base vie inférieur à 5 jours, une désinfection devra se faire avant la reprise. Les travaux de nettoyage comprennent sols, meubles, postes de travail dont poste de garde. Les surfaces de contact les plus usuelles (portes, rampes d'escalier, fenêtres et tout autre équipement où l'on peut poser **les mains, toilettes, y compris toilettes mobiles**) doivent être nettoyées. Le personnel en charge du nettoyage doit être compétent et dûment équipé.
 - Aérer les locaux et vérifier, le cas échéant, les installations de ventilation et climatisation.
 - Organiser l'usage des réfectoires par roulement afin de limiter le nombre de personnes à un instant donné, de façon à respecter les distances de sécurité.
 - Assurer une désinfection par nettoyage, dont fours micro-ondes, réfrigérateurs..., entre chaque tour de repas. Faire respecter de façon stricte les consignes de lavage des mains à l'eau et au savon avant les repas.
 - Privilégier, le cas échéant, la pratique de la gamelle et du thermos individuels apportés par chaque compagnon.

Désignation	Effectif de base	Localisation	Aménagement particulier	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de l'entretien	Lot chargé du nettoyage
-------------	------------------	--------------	-------------------------	--------------------------------	---------------------------	-------------------------

Désignation	Effectif de base	Localisation	Aménagement particulier	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de l'entretien	Lot chargé du nettoyage
Vestiaires	La capacité est limitée, de façon à garantir une surface au sol minimum de 1.25 m ² par personne.	Vestiaire existant du Stade mis à disposition du chantier.	Chauffages, armoires vestiaires avec serrures ou cadenas. Bancs, patères pour l'accrochage des vêtements humides. Revêtement de sol facilement lessivable.		Lot Gros Oeuvre	Lot Gros Oeuvre
Réfectoire	Climatisé. 1.25 m ² par personne.	Espace existant du Stade mis à disposition du chantier.	Table et chaises en nombre suffisant. Chauffe-plats de capacité équivalente au nombre de places assises. Garde manger ou réfrigérateur.		Lot Gros Oeuvre	Lot Gros Oeuvre
Sanitaires	Sanitaires équipés de chasse d'eau, papier hygiénique, savons liquides. 1 cabinet et 1 urinoir pour 20 hommes. Séparations Hommes / Femmes. Pour 7 ouvriers en pic d'effectif.	Sanitaires existant du Stade mis à disposition du chantier.	Raccordement obligatoire au réseau existant. Sanitaire chimique INTRADITS.		Lot Gros Oeuvre	Lot Gros Oeuvre

Désignation	Effectif de base	Localisation	Aménagement particulier	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de l'entretien	Lot chargé du nettoyage
Salle de réunion	Réunions MOE MOA. 7 personnes.	Espace existant du Stade mis à disposition du chantier.	Chauffée et climatisée. Table et chaises. EPI : - Bottes de chantier. - Casques. - Gilets.		Lot Gros Oeuvre	Lot Gros Oeuvre

NOTA : Des sanitaires spécifiques seront mis en place en cas d'intervention de personnel féminin sur le chantier.

Disposition en cas de litige ou défaillance

Le maître d'Ouvrage et/ou son représentant devront prendre les dispositions de nomination d'une entreprise qui prendra en charge l'entretien afin de maintenir pendant toute la durée des travaux, toutes les dispositions générales du cantonnement.

5.3 PROCÉDURES PARTICULIÈRES

Le lot installateur de la base-vie aura à charge l'entretien en bon état de propreté et d'hygiène des installations jusqu'à la livraison du chantier.

5.3.1 Mise en place bungalows

Pose en sécurité avec ring en couverture Sécurité collective en couverture par garde-corps périphérique.

Lots concernés

Sans objet.

5.3.2 Cantonnement à étages.

Escaliers compatibles, en nombre et en largeur, avec effectif global prévu dans le cantonnement

5.3.3 Installation électrique

Désignation	Contrôle avant mise en exploitation	Contrôle périodique
Lot concerné	Lot CFO	Par un organisme agréé, lors de leur mise en service et à chaque modification ou extension.

6 RENSEIGNEMENTS PRATIQUES PROPRES AU LIEU DE L'OPÉRATION CONCERNANT LES SECOURS ET L'ÉVACUATION DES TRAVAILLEURS AINSI QUE LES MESURES COMMUNES D'ORGANISATION PRISES EN LA MATIÈRE

6.1 ORGANISATION

Désignation	Localisation	Disposition particulière	Signalisation	Lot chargé de la mise en place
Téléphone d'urgence	Chaque entreprise aura au moins un membre de son personnel équipé d'un téléphone portable. Il conviendra de s'assurer que ceux-ci soient chargés tout au long de la journée.			Tous lots.
Accès secours	Depuis l'entrée du chantier jusqu'au bâtiment.	Un accès doit rester propre et dégagé pour laisser passer le véhicule de secours jusqu'à l'entrée du bâtiment.	Panneau affichage.	Lot Gros Oeuvre
Point de rencontre	Entrée du chantier.	En cas d'accident, après avoir contacté les secours, envoyer une personne au point de rencontre pour les guider.	Panneau affichage.	Lot Gros Oeuvre
Secouriste	La liste des Sauveteurs Secouristes du Travail (SST) avec leur numéro de téléphone respectif devra être affichée dans le bureau, la salle de réunion et la base vie des ouvriers.	Minimum 1 SST par tranches de 20 personnes sur chantier.	Les SST seront reconnaissables à leur casque, sur lequel le logo SST sera indiqué.	Toutes entreprises confondues.
Trousse de secours	Une trousse de secours sera mise à disposition dans la base vie.			Lot Gros Oeuvre

Désignation	Localisation	Disposition particulière	Signalisation	Lot chargé de la mise en place
Extincteur cantonnement	Mettre en place des extincteurs adaptés aux différents risques dans les locaux affectés au personnel (réfectoire, vestiaire). Les extincteurs doivent être accessibles en permanence et doivent être maintenus en parfait état de fonctionnement.	Les extincteurs ne doivent pas avoir dépassé la date de révision annuelle.	Signaler leur présence dans les locaux.	Lot Gros Oeuvre
Extincteur chantier	L'équipement de lutte contre l'incendie est à fournir par les entreprises sur les postes de travail particuliers (étanchéité, soudure, etc.). Les extincteurs doivent rester accessibles en permanence et doivent être maintenus en parfait état de fonctionnement.	Ils ne doivent pas avoir dépassé la date de révision annuelle. Le matériel mis en place doit être adapté aux risques générés par les postes de travail ou zone de travail.		Lots concernés

6.2 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

Dispositions prises pour les travaux sur point chauds

Les outils et matériels, les matériaux et produits, dès lors qu'ils présentent un risque, devront être entreposés et protégés de telle sorte qu'ils n'engendrent pas de danger, ou s'il s'agit de produits de démolition, évacués le plus rapidement possible du chantier.

Le permis feu fait suite à un ordre de travail déterminé. Il s'applique à des travaux limités en temps et lieux. Il entraîne de prendre des précautions particulières à observer de la part de l'entrepreneur et le contrôle de leur application, et engage la responsabilité des signataires. Il a pour but de prévenir des risques d'incendie liés à l'utilisation de matériel dit "à point chaud" dans des endroits où il subsiste un risque de feu du fait de son emploi. Il concerne les travaux suivant :

- La soudure électrique
- La soudure au chalumeau
- Le découpage électrique
- Le découpage au chalumeau
- La lampe à souder
- L'outillage électrique

- Le dégagement d'étincelles

Chaque entreprise devra mettre en place un moyen de première intervention contre l'incendie (extincteur adapté à la nature du risque toujours à proximité de la source de flammes).

Arrêt des travaux sur point chaud au minimum 2h avant le départ des travailleurs.

Le personnel utilisant un chalumeau sera qualifié et disposera d'un extincteur à proximité du poste de travail. Un nettoyage de la zone de travail sera systématiquement effectué après l'intervention.

Les feux à usages de chauffage, de cuisson et de destruction sont strictement interdits.

Stockage de produits dangereux

Le stockage des produits dangereux devra se faire dans un container ou un local fermé à clé avec, sur la porte de ce dernier un pictogramme indiquant la nature et le degré de dangerosité. Chaque produit dangereux sera stocké dans un bac de rétention. Les Fiches de Données de Sécurité (FDS) de chaque produit dangereux seront transmises au Coordonnateur SPS. Attention, certains produits dangereux ne peuvent pas être stockés dans le même local (voir FDS et annexe).

Dépôts de carburant

Les dépôts de carburant sont soumis à la réglementation en vigueur selon leur nature et leur importance. Un soin particulier est porté au conditionnement, afin d'éviter tout risque de pollution des sols. Prévoir l'approvisionnement de cuves à enveloppe double ou de bacs de rétention.

6.2.1 Interdiction de travail avec ouvrier isolé

6.2.2 Interdiction de fumer

- Dans les cantonnements.
- Sur le chantier, dans les locaux fermés.

7 MODALITÉ DE COOPÉRATION ENTRE LES ENTREPRISES, LES EMPLOYEURS, LES TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS

7.1 PPSPS

Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé

- Rédigé par l'entreprise après visite d'inspection commune avec le CSPS (Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé).
- Transmis au CSPS avant démarrage des travaux.
- Tenu à disposition et consultable sur chantier.
- Diffusé aux organismes de prévention (Inspection du travail, CRAM ou CARSAT, OPPBTP) pour le lot gros-œuvre, le lot principal, les lots avec travaux à risques particuliers.
- Conservé 5 ans par l'entreprise.

7.2 PRESTATAIRE DE SERVICE

Les entreprises qui utilisent des prestataires de service extérieurs à l'entreprise, tels que livreurs, grues mobiles, camion toupie-béton,..., devront :

- Leur transmettre les informations du présent PGC qui les concernent.
- Leur transmettre un exemplaire de leur PPSPS, auquel sera joint le DHOL (Document Harmonisé d'Organisation des Livraisons en sécurité sur chantier), annexé au présent PGC.
- Indiquer dans leur PPSPS le recours à ces prestataires et traiter les risques inhérents à leurs interventions (à partir des informations du DHOL).
- Informer le CSPS du recours à ces prestataires.
- Accueillir ces prestataires à leur arrivée sur le chantier et les informer des consignes de sécurité spécifiques à respecter.

7.3 TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS

Les travailleurs indépendants qui exercent directement une activité sur le chantier sont soumis aux dispositions du présent PGC et doivent se rapprocher du CSPS.

7.4 TRAVAILLEURS DÉTACHÉS

Pour toute opération sur laquelle se trouvent engagés des travailleurs détachés, le maître d'ouvrage demande (à l'employeur des travailleurs détachés) copie de la déclaration de détachement transmise par l'employeur, établi hors de France, à l'unité territoriale de la DIRECCTE dont dépend géographiquement l'opération. Le maître d'ouvrage s'assure que l'employeur, établi hors de France, a désigné un représentant en France. Le maître d'ouvrage, informé par écrit par un agent de contrôle compétent (agent de contrôle de l'inspection du travail, agent des organismes de sécurité sociale, ...) du non-respect de la législation par l'employeur, établi hors de France (hébergement, durée du travail, salaire minimum, règles relatives à la santé et sécurité au travail, ...), doit enjoindre l'employeur, établi hors de France, de faire cesser sans délai cette situation et transmettre à l'agent de contrôle (mentionné ci-dessus) le résultat de son action. A défaut

de régularisation, la responsabilité du maître d'ouvrage serait engagée (sanction administrative, prise en charge hébergement, paiement des rémunérations, ...).

ANNEXES

MODERNISATION STADE SAINT HENRI

18 Place Raphel
13016 MARSEILLE

Liste des annexes
1 - Panneau : En cas d'accident

8.1 Panneau : En cas d'accident

EN CAS D'ACCIDENT

APPELEZ LE SAUVETEUR SECOURISTE DU TRAVAIL

18 **POMPIERS** OU **15** **SAMU**

A partir d'un téléphone portable, composez le : **112**

... Et dites :

1

ICI CHANTIER

A: MARSEILLE
RUE :18 Place Raphel

2

PRECISEZ LA NATURE DE L'ACCIDENT

Par exemple : éboulement, asphyxie, chute...
ET LA POSITION DU BLESSE : le blessé est sur le toit, il est au sol ou dans une fouille...
ET S'IL Y A NECESSITE DE DEGAGEMENT

3

SIGNALEZ LE NOMBRE DE BLESSES ET LEUR ETAT

Par exemple : 3 ouvriers blessés, dont 1 saigne beaucoup et 1 ne parle pas

4

DECRIVEZ L'INTERVENTION DU SECOURISTE

Par exemple : Bouche à bouche, bouche à bouche avec massage cardiaque externe, etc.

5

FIXEZ UN POINT DE RENDEZ-VOUS

Envoyer quelqu'un à ce point pour guider les secours

6

NE RACCROCHEZ PAS LE PREMIER

Faites répéter le message

7

Dans tous les cas, INFORMEZ QUALICONSULT SECURITE

Tél: 04.95.08.11.80 .